

**Page d'accueil**

Actualités

**Sondages**

Vidéos

**Elections**

Dates

**Portraits**

Programmes



**Programme de l'UMP**

[Partis Politiques](#) > [Union pour un Mouvement Populaire](#) > Programme

Le programme pour la Présidentielle 2012 est désormais largement divulgué et Nicolas Sarkozy détaille chaque point au fur et à mesure des meetings de campagne. Voici une synthèse des principales idées ou propositions du Président sortant candidat à sa propre succession. Le programme a été scindé en différentes thématiques: Economie, sécurité, immigration, environnement, éducation...

[Annuaire](#) [Candidats](#) [Lignes](#) [Credit Union](#) [Lignes Droites](#) [Sondages](#)

**Programme UMP: Idées - Propositions**

Voici, classées par thématiques, les principales propositions ou idées directrices du programme de l'UMP pour la Présidentielle (et les Législatives) 2012:

**Education**

- Priorité à la maîtrise des savoirs fondamentaux à l'école primaire. (Evaluation tout au long de l'école primaire, accompagnement personnalisé pour les enfants en difficulté.)
- Exploitation maximale des possibilités du numérique.
- Accroissement de l'autonomie des établissements (adaptation de la gestion et des projets pédagogiques aux réalités du terrain).
- Accroissement de l'autonomie des chefs d'établissement (budget, évaluation des professeurs, recrutement des remplaçants, répartition des horaires, code vestimentaire au sein de l'établissement...)
- Création de "maisons pour les familles", lieux ouverts aux parents pour qu'ils puissent rencontrer d'autres parents ou échanger avec des intervenants bénévoles ou professionnels.
- Sanction pour les manquements manifestes et répétés de l'autorité parentale.
- Retour à un enseignement solide de l'histoire et de la géographie de la France en primaire et au collège.
- Revalorisation de la rémunération des enseignants en contrepartie d'une présence plus importante dans l'établissement (cours, accompagnement, tutorat)
- Amélioration de la formation pédagogique des enseignants en début de carrière.
- Réforme des rythmes scolaires (Réduction des vacances d'été, allègement du nombre d'heures-élèves au cours de la journée).
- Passage du collège unique au collège pour tous avec une plus grande personnalisation des parcours.
- Poursuite de la réforme des universités.
- Diversification de l'offre d'enseignements dès la 4ème avec des classes "métiers-études" permettant à ceux qui le souhaitent d'entrer en apprentissage dès 14 ans.
- Internats d'excellence portés à 20 000 places (destinées aux élèves défavorisés obtenant de bons résultats, volontaires et motivés).
- Ouverture d'au moins deux classes préparatoires aux études supérieures par académie. (Classes de transition vers les classes préparatoires aux grandes écoles pour les meilleurs élèves boursiers)
- Création de licences pluridisciplinaires.
- Développement de l'alternance et de l'apprentissage à l'université.

**Chomage - Emploi**

- Fusion de la prime pour l'emploi et du revenu de solidarité active.
- Limitation du cumul des revenus sociaux pour les bénéficiaires du RSA socle, à 75 % du SMIC.
- Obligation pour les bénéficiaires du RSA sans emploi d'effectuer 7 heures par semaine de travail d'intérêt général rémunérées sur la base du SMIC.
- Allocations chômage dégressives dans le temps, dès lors que le taux de chômage commencera à diminuer, pour encourager le retour à l'emploi.
- Développement des contrats d'insertion. Diminution du RSA socle pour les personnes qui refuseraient un contrat d'insertion.
- Renforcement des contrôles des chômeurs.
- Développement de l'apprentissage (Un million d'apprentis sur 5 ans).
- Développement de la formation professionnelle qualifiante. (Création d'un compte individuel de formation).

**Economie**

- Ouverture de négociations sur le temps de travail en échange d'une augmentation des salaires, tout en conservant la durée légale du travail de 35 heures.
- Encadrement des salaires et des retraites chapeau des dirigeants des grandes entreprises. (Rémunérations et indemnités obligatoirement fixées par l'assemblée des actionnaires et non par le conseil d'administration.)
- Mise en place d'une TVA anti-délocalisation.
- Renforcement de la politique de soutien aux PME. (Modulation de l'impôt sur les sociétés en fonction de la stratégie de croissance, contrainte imposée aux banques d'accorder des crédits, orientation de l'épargne des Français vers l'industrie...)
- Simplification des procédures administratives de PME avec mise en place d'un guichet unique.

**Demandez le programme...**

Comparez les propositions des différentes forces politiques pour la gouvernance de la France. Quelles sont les grandes lignes directrices, les idées principales: [Les programmes](#)



**Sondages Présidentielle 2012**

La campagne électorale est lancée. L'échiquier politique est le théâtre de grandes manœuvres, de fines stratégies ou petits calculs... Suivez les tendances: [Sondages Présidentielle](#)



- Premier dépôt de brevet gratuit pour les PME.
- Maintien du crédit impôt-recherche pour inciter les entreprises à innover et à monter en gamme.
- Développement des stratégies exportatrices et des filières export associant TPE, PME et grands groupes.
- Développement de la filière touristique avec des incitations à la modernisation de l'offre et à l'amélioration de la qualité des hébergements.
- Equipement des territoires ruraux en internet à haut débit.
- Modernisation des infrastructures dans les territoires d'outre-mer et accompagnement de la diversification de leur activité économique.

## Fiscalite

- Maintien du régime d'exonération fiscale et de charges sociales sur les heures supplémentaires.
- Mise en place d'une fiscalité anti-délocalisation : modification de l'impôt sur les sociétés des grands groupes, de la fiscalité sur le capital, augmentation de la CSG et de la TVA.

## Etat

- Développement des logiques de contractualisation entre l'Etat et les collectivités locales, en particulier dans le domaine du logement.
- Réforme des collectivités territoriales (fusion des services des conseils généraux et des conseils régionaux).
- Modernisation des services publics dans les zones rurales.
- Instauration d'une cérémonie d'entrée dans la vie citoyenne à 18 ans, d'une semaine « Défense et citoyenneté » (à la place de l'actuelle journée), qui devra évoluer, à la fin du quinquennat, vers un service civique universel et obligatoire pour tous les jeunes Français.
- Création d'une nouvelle réserve citoyenne composée de volontaires prêts à se rendre disponibles pour des missions d'intérêt général en cas de situations exceptionnelles.
- Introduction d'une part de proportionnelle aux élections législatives.
- Droit de vote réservé aux citoyens français ou européens.
- Nationalité française pour les personnes nées en France de parents étrangers attribuée seulement à la suite d'une demande effectuée entre 16 et 18 ans.
- Poursuite de la lutte contre les inégalités et les discriminations entre hommes et femmes.

## Europe

- Mise en œuvre de projet commun entre Etats pionniers, en particulier entre la France et l'Allemagne.
- Demande de la création d'un véritable gouvernement économique de la zone euro.
- Réunion d'un sommet de la zone euro au niveau des chefs d'Etat au moins 6 fois par an.
- Nomination d'un commissaire commun à la concurrence et à la politique industrielle.
- Renforcement de l'intervention de la Banque européenne d'investissement auprès des PME.
- Mise en place de " taxes réciprocité " au frontières de l'Europe pour corriger les phénomènes de concurrence déloyale sous différentes formes ou d'absence de réciprocité dans l'ouverture des marchés. (Intégration d'une taxe carbone dans ces taxes)
- Proposition de la mise en place d'une règle d'or budgétaire d'ici à la fin de 2012 dans l'ensemble des Etats membres de la zone euro.
- Proposition d'une harmonisation de la taxe sur les sociétés entre le plus grand nombre possible d'Etats de la zone euro.

## Immigration

- Renforcement des moyens de lutte contre l'immigration illégale (Meilleur contrôle des frontières de l'espace Schengen).
- Durcissement des conditions du regroupement familial (alignement des conditions de ressources et de logement du rapprochement familial sur celles du regroupement familial).
- Renforcement des capacités des centres de rétention administrative.
- Délivrance de visas et aide au développement conditionnées en fonction des efforts de coopération des pays d'origine pour le retour des immigrés illégaux.
- Contrôle accru de l'aide médicale d'Etat pour les étrangers en situation irrégulière.
- Exigence d'un meilleur contrôle des frontières de l'espace Schengen. (Sanction pour un Etat qui ne respecterait pas ses obligations.)

## Securite

- Accroissement de la présence des forces de l'ordre sur le terrain.
- Amélioration de la coordination des forces de la police nationale, de la gendarmerie nationale et de la police municipale.

## Ecologie

- Développement des filières vertes (Mobilisation de la recherche publique et des commandes publiques pour les équipements industriels liés aux énergies renouvelables).
- Valorisation de l'offre française d'écoproduits auprès des consommateurs.

## Nucleaire

- Poursuite du programme nucléaire garant de l'indépendance énergétique de la France, dans le respect de normes de sûreté très strictes.

## Defense

- Maintien de l'effort budgétaire en faveur de la Défense nationale.
- Instauration d'un parcours de citoyenneté, du civisme et de l'esprit de défense.
- Renforcement de la commémoration du 11 Novembre, comme journée nationale de la mémoire et du

souvenir pour tous les "morts pour la France".

- Inscription sur les monuments aux morts des communes des soldats morts dans les opérations récentes.
- Soutien de la mise en place d'une coopération européenne dans le domaine de la défense.
- Définition claire d'une stratégie pour les entreprises fabriquant du matériel militaire et création d'un fonds d'investissement pour cette industrie.

## Etranger

- Transformation de l'agence pour l'enseignement à l'étranger en rectorat des Français de l'étranger.
- Développement de l'implantation de lycées français à l'étranger avec des partenariats public-privé.
- Aide aux pays les moins développés grâce à une politique de développement solidaire. (Coopération technique, mise à disposition de Français compétents au service d'entreprises des pays les moins avancés).

## Sante

- Poursuite de l'effort de réduction ou de limitation du déficit de la Sécurité Sociale.
- Priorité à la qualité et à la pertinence des soins plutôt qu'à la quantité des actes médicaux.
- Responsabilisation des patients et des médecins pour éliminer les examens et les prescriptions inutiles.
- Opposition à la légalisation de l'euthanasie.

## Justice

- Application effective des sanctions pénales en particulier pour les mineurs.
- Elaboration d'un code pénal spécifique pour les mineurs.
- Travaux de réparation des actes commis imposés dès 12 ans, avec l'autorisation des parents.
- Augmentation des capacités des centres éducatifs fermés pour les mineurs délinquants.
- Généralisation du service citoyen pour les délinquants récidivistes.
- Suppression des réductions de peines automatiques et des aménagements automatiques pour les peines de moins de deux ans.
- Libération conditionnelle interdite avant que les deux tiers de la peine infligée soient purgés.
- Développer les peines alternatives - Les Travaux d'Intérêt Général (TIG).
- Rénover les prisons existantes et en construire de nouvelles (80 000 places en 2017).
- Responsabilité de l'exécution des peines confiée au parquet.

## Retraite

- Application de la réforme des retraites votée en 2010 (Passage de l'âge légal de retraite à taux plein à 62 ans).

## Agriculture

- Soutien à l'installation et à la reprise d'activité.
- Protection des terres agricoles contre la spéculation en périphérie des grandes villes.
- Pression au niveau européen pour que soit mis en œuvre le principe de réciprocité des normes sociales et environnementales, vis-à-vis des produits agricoles de provenance étrangère.

## Autre

- Poursuite de l'effort de construction de logements sociaux et de logements intermédiaires pour les classes moyennes. (Modulation des dotations de l'Etat en fonction de l'effort des communes, mobilisation des terrains grâce à une fiscalité adaptée, mise à disposition des terrains publics non utilisés).
- Instauration d'un "droit d'achat" pour les locataires de logements sociaux.
- Opposition au mariage homosexuel.
- Suppression des charges prélevées sur les salaires modestes pour accroître le pouvoir d'achat.

Plus de détails sur le programme [cliquez ici](#)

[Partager](#) **195**

## Le programme des autres partis

CAP21   DLR   EELV   FN   LO   Modem   MPF   MRC   NC  
NPA   PCD   PCF   PG   POI   PR   PS   RS   SP

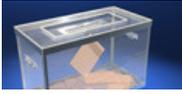
## Actualité vidéo: Union pour un Mouvement Populaire

[Vidéos](#) > Union pour un Mouvement Populaire



### "L'imposture de François Hollande continue..."

Le 3 Janvier 2012, Jean François Copé réagit à la lettre aux français de François Hollande parue dans le journal Libération. Le secrétaire général de l'UMP fustige le manque de propositions concr... [Voir la vidéo](#)



## Election Présidentielle 2012

L'élection présidentielle 2012 est la prochaine échéance électorale majeure en

Le site [sondages-election.com](http://www.sondages-election.com) est indépendant et apolitique. Voir: [Mentions légales](#) et [règles de confidentialité](#).  
Copyright © 2006-2012 Droits Réservés.